



RÉPUBLIQUE DU TCHAD TCHAD **CONNEXION 2030**
BATISSONS ENSEMBLE

**Ministère des Finances, du Budget,
de l'Economie, du Plan et de la
Coopération Internationale**

SYNTHÈSE

**Note de Conjoncture du Premier Trimestre
2026**



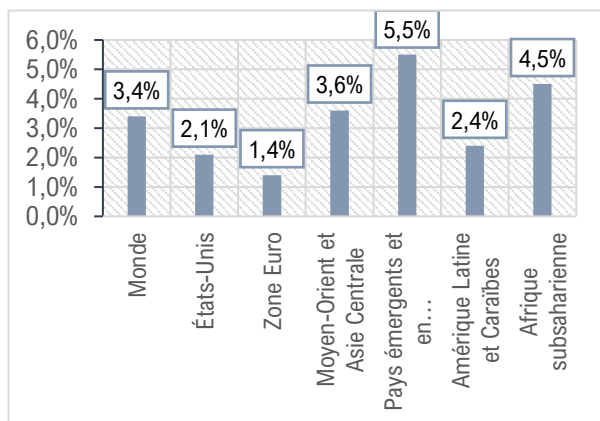
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DU T1-2026

- Loi de Finances 2026 : entrée en vigueur effective, accélérant la digitalisation des finances publiques (facturation électronique, interconnexion des régies, télépaiement obligatoire généralisé).
- CNEF (6 mars 2026) : croissance du PIB projetée à 6,2 % pour 2026, soutenue par les secteurs pétrolier et non pétrolier.
- Programme FEC-FMI : avancées significatives ; confirmation en mars 2026 par Standard & Poor's de la note souveraine du Tchad à « B- », perspective stable.
- SEMICA Tchad 2026 : Salon International des Mines, des Carrières et des Hydrocarbures, événement phare pour attirer les investisseurs dans le secteur extractif.
- Banque Islamique de Développement (BID) : signature du Cadre d'Engagement Pays 2026-2029 (énergie, transports, eau, santé, entrepreneuriat des jeunes et des femmes).
- Privatisation de la SONACIM finalisée, donnant naissance à CIM-TCHAD (Programme 9 du PND).
- Volet humanitaire : poursuite du Projet de Filets Sociaux Adaptatifs et Productifs (Banque Mondiale) face à l'insécurité alimentaire et à l'accueil des réfugiés soudanais.
- ZLECAF : maintien de l'engagement du Tchad et renforcement des échanges entre secteur privé, jeunes entrepreneurs et institutions publiques.

SYNTHÈSE

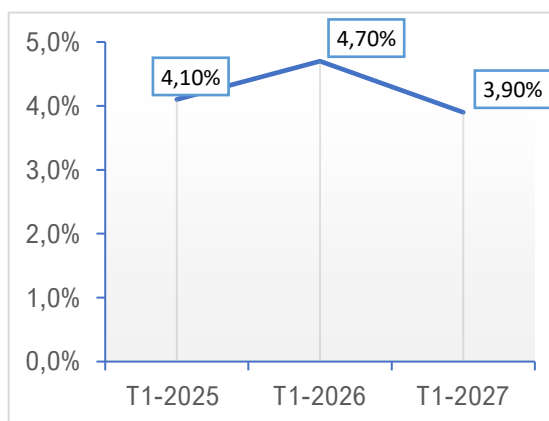
Au premier trimestre 2026, l'économie mondiale affiche une résilience relative dans un contexte dominé par le déclenchement d'un nouveau conflit au Moyen-Orient. Ce choc géopolitique a entraîné une hausse sensible des prix du pétrole (Brent au-dessus de 75 USD/baril, contre 65,5 USD/baril au T4-2025) et une révision à la baisse de 0,2 point des prévisions de croissance mondiale par le FMI, désormais établies à 3,1 % en 2026 et 3,2 % en 2027.

Graphique 1 : Évolution de la croissance mondiale du PIB (en %).



Source : PEM du FMI, avril 2026.

Graphique 2 : Évolution des prévisions de l'inflation mondiale (en %).

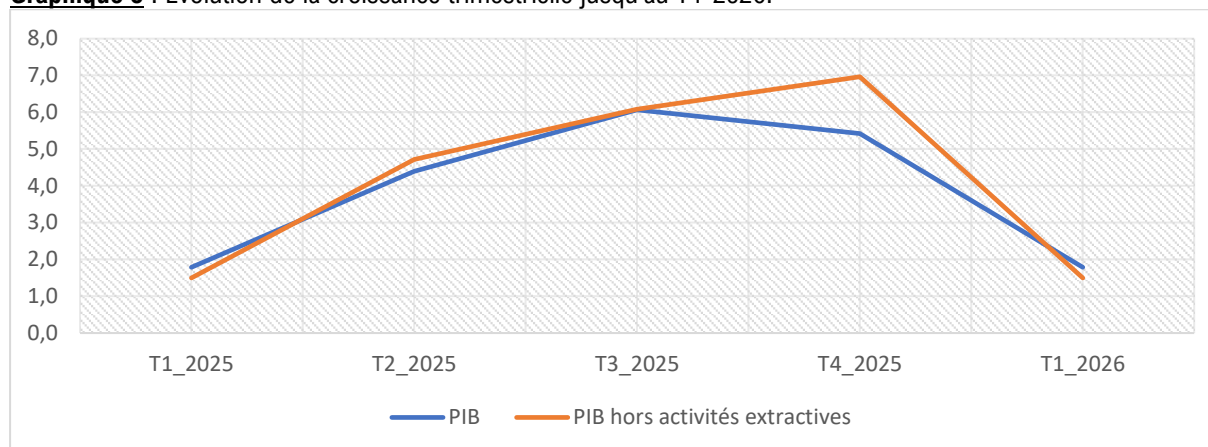


Source : PEM du FMI, avril 2026.

Au niveau des pays avancés, la croissance resterait modérée, autour de 1,7 % à 1,9 % en 2026, avec des performances contrastées entre les États-Unis et la zone euro. Parmi les pays du G7, la croissance s'est accélérée au T1 au Royaume-Uni et aux États-Unis (respectivement 0,6 % et 0,5 %) ainsi qu'au Japon (0,5 %), tandis que la France a enregistré une croissance nulle et que l'Italie a ralenti. Les économies émergentes et en développement devraient enregistrer une croissance plus faible qu'anticipé (-0,3 point), en raison de leur vulnérabilité aux chocs sur les prix des produits de base.

L'Afrique subsaharienne confirme une dynamique relativement stable, avec une révision à la hausse de sa croissance de 4,2 % à 4,4 % en 2026, soutenue par les réformes structurelles et la diversification économique. Dans la zone CEMAC, la croissance resterait positive mais modérée (2,6 % à 2,9 %), pénalisée par le ralentissement du secteur pétrolier dans plusieurs pays membres. L'inflation sous-régionale (2,5 %) demeure contenue sous le seuil communautaire de 3,0 %.

Sur le plan national, les perspectives macroéconomiques demeurent favorables, avec une croissance projetée à 6,2 % pour l'année 2026. Au premier trimestre, la croissance est estimée à 1,8 %, portée principalement par le dynamisme du secteur primaire (4,73 %), mais freinée par le repli conjoncturel des secteurs secondaire (-0,09 %) et tertiaire (-0,55 %).

Graphique 3 : Evolution de la croissance trimestrielle jusqu'au T1-2026.

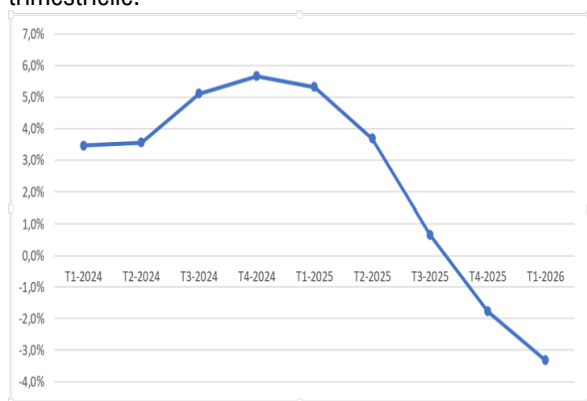
Source : INSEED/Comptes trimestriels (estimations) - T1-2026.

Le secteur primaire hors extractif affiche une évolution globalement favorable en glissement annuel malgré la saisonnalité. L'agriculture vivrière et de rente progresse modérément (maïs 10,0 %, arachide 7,2 %, coton 5,0 %), l'élevage confirme sa solidité avec des croissances annuelles comprises entre 8,6 % et 12,9 % selon les espèces, tandis que la pêche rebondit fortement en variation trimestrielle (60,3 %) mais reste en contraction annuelle (-21,7 %). Dans le secteur extractif, la production de pétrole brut reste stable (0,5 %), tandis que l'or (25,6 %) et l'antimoine (49,0 %) enregistrent de fortes progressions annuelles.

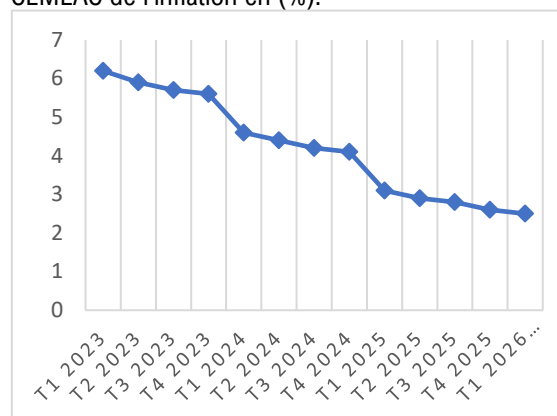
Le secteur secondaire présente une évolution contrastée : hausse notable de la production de ciment (20,9 %), d'eau (7,2 %), de coton fibre (20,9 %) et de viande (4,6 %), mais recul de la production de pétrole raffiné (-13,3 %), de l'industrie brassicole (-10,0 %) et d'électricité (-7,6 %), en raison de contraintes techniques et logistiques.

Le secteur tertiaire affiche des performances hétérogènes. Il bénéficie d'un redressement trimestriel du commerce (8,2 %) et d'une forte croissance annuelle des services marchands (15,9 %), portés par le rebond spectaculaire de l'enseignement (73,5 %), des activités spécialisées, scientifiques et techniques (18,5 %) et des transports (3,6 %). Il reste toutefois pénalisé par la contraction annuelle du commerce (-6,2 %), la chute brutale de l'hébergement-restauration (-48,4 %) et les baisses dans la santé (-25,7 %) et l'immobilier (-4,5 %), en lien avec la période de « vache maigre ».

L'évolution des prix confirme une phase de déflation. L'indice général des prix a baissé de 3,0 % en variation trimestrielle et de 3,3 % en glissement annuel, marquant une rupture nette avec la dynamique inflationniste observée en 2024 (5,7 %). Cette baisse résulte principalement du recul des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-6,7 %), conséquence d'un choc positif d'offre lié à la bonne campagne agricole 2024-2025, ainsi que du repli des prix des produits locaux (-4,1 %) et des produits du secteur primaire (-10,1 %).

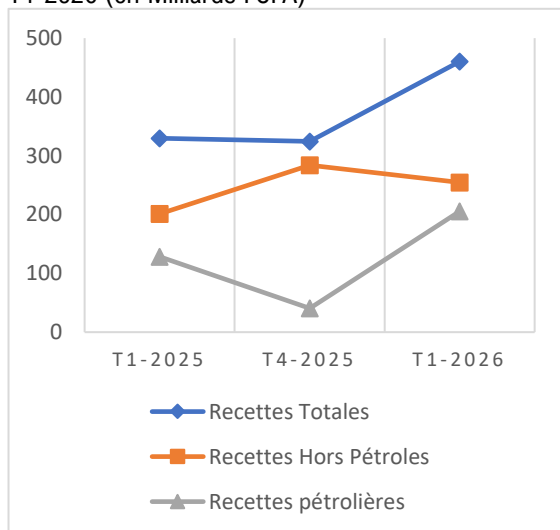
Graphique 4 : Evolution du taux d'inflation en moyenne trimestrielle.

Source : INSEED/Service des Prix, 2026.

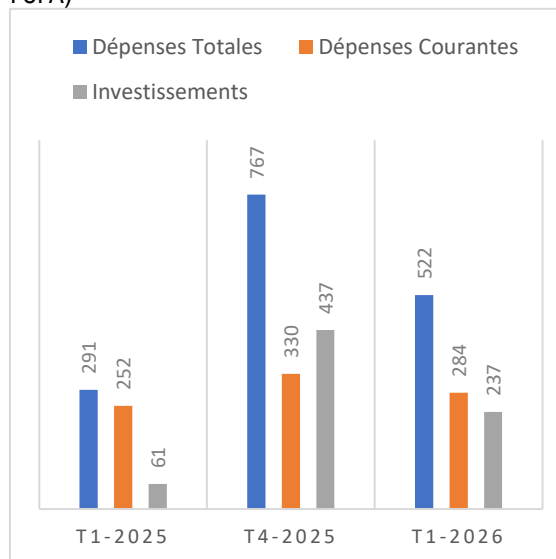
Graphique 5 : Evolution trimestrielle DANS LA ZONE CEMEAC de l'inflation en (%).

Source : BEAC, Avril 2026.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires totales atteignent 460,2 milliards de FCFA, en forte hausse de 41,9 % en variation trimestrielle et de 39,7 % en glissement annuel, grâce au rebond des recettes pétrolières (60,0 %) et à la progression des recettes hors pétrole (26,7 %). Les dépenses budgétaires s'élèvent à 521,51 milliards de FCFA, en hausse de 79,5 % en glissement annuel, tirées par les dépenses de personnel et de transferts, mais en repli de 32 % par rapport au T4-2025 sous l'effet du recul des financements extérieurs d'investissement.

Graphique 6 : Evolution des recettes ordinaires au T1-2026 (en Milliards FCFA)

Source : DESB/DGI, 2026., 2026.

Graphique 7 : Evolution des dépenses (en milliards FCFA)

Source : DESB/DGI, 2026.

En matière d'échanges extérieurs, les exportations atteignent 89,7 milliards de FCFA, en hausse de 13 % en variation trimestrielle et de 29 % en glissement annuel, soutenues par le pétrole brut (62 % sur un an) ainsi que par l'or et l'antimoine, qui confirment leur rôle croissant dans la diversification des exportations (respectivement 375 % et 15 % en glissement annuel). Les importations progressent de 17,0 % en variation trimestrielle et de 16,0 % en glissement annuel,

pour s'établir à 124,4 milliards de FCFA, tirées principalement par les produits alimentaires (farine de blé, huile végétale, sucre).

Enfin, la masse monétaire (M2) croît modérément de 3,1 % en glissement annuel pour s'établir à 2 582,9 milliards de FCFA, portée par la forte progression des actifs extérieurs nets (25,6 %). Les créances intérieures reculent de 6,2 %, sous l'effet de l'allègement des créances nettes sur l'Administration centrale, et le crédit à l'économie reste prudent (-1,1 %), traduisant une certaine prudence persistante du système bancaire dans le financement du secteur privé.